

Démocratie

DE L'UTILITÉ DES VOYAGES DE MÉMOIRE POUR LES ÉLUS DE LA RÉPUBLIQUE

Olivia Fortin

18/12/2025

Les voyages mémoriels sont une expérience profondément transformatrice pour les élus. En confrontant directement les responsables publics aux lieux, aux récits et aux blessures de l'histoire, ces déplacements donnent chair à la mémoire, restaurent la complexité du réel et renforcent le sens de la responsabilité démocratique. Face aux instrumentalisation contemporaines de l'histoire, Olivia Fortin, maire des 6^e et 8^e arrondissements de Marseille, voit les voyages mémoriels comme un antidote à la simplicité et à la fragmentation du débat public.

Les voyages mémoriels sont parmi les expériences les plus exigeantes et les plus transformatrices qu'un élu puisse vivre. Ils sont un apprentissage du réel, une confrontation à la vérité nue, une école de nuance et de gravité à l'heure où la vie publique se laisse trop souvent entraîner vers le simplisme, l'instantané et le bruit.

Et pourtant, rien dans mon éducation ou dans mon parcours professionnel ne m'y avait préparée. Comme beaucoup de Français, j'avais reçu un bagage commun : l'école de la République, les commémorations nationales, les manuels, les films, les œuvres, les récits transmis. Nous partageons ce socle : *La Marseillaise* apprise enfant, les dates qui structurent l'histoire, les minutes de silence, les noms gravés sur les monuments aux morts de nos communes. Cet héritage commun nous relie, il forme la trame sur laquelle se tisse notre conscience civique. Mais il ne dit pas tout. Il donne les fondations, mais pas encore la chair, ni l'émotion, ni la profondeur de l'expérience vécue.

C'est en devenant élue de la Ville de Marseille et au fil de mes expériences que j'ai mesuré toute l'importance de cette question. J'ai découvert combien le déplacement, physique et intérieur, change tout : il donne à l'histoire une densité nouvelle, il replace l'émotion au service de la lucidité, il confronte à la complexité et éclaire la responsabilité qui incombe à celles et ceux qui représentent la République.

Marseille, quand la mémoire devient territoire

Depuis toujours, notre ville accueille, relie, métisse. C'est ici que se croisent les routes, les langues, les peuples et les destins. Dans un discours prononcé à Marseille en 1913, le président de la République Raymond Poincaré décrivait la ville comme « l'avenue triomphale de la France vers les rives du Nord de l'Afrique ; elle est le grand portail qui s'ouvre sur les pays d'Orient et d'Extrême-Orient ».

Un siècle plus tard, ces mots ne convoquent plus l'orgueil colonial de leur époque. Ils prennent un autre sens, plus juste, plus humain : celui d'une ville façonnée non par la domination, mais par les traversées, les exils, les brassages. Marseille n'ouvre plus un empire ; elle ouvre un monde. Un monde fait de peuples qui se cherchent, se rencontrent, se relèvent et bâtissent ensemble un avenir commun. C'est peut-être cela, le véritable génie de Marseille : transformer les exils en liens et les blessures du passé en force d'avenir.

Ici, les mémoires venues d'ailleurs se rencontrent et se mêlent. Elles composent un patrimoine vivant, fait de luttes, de langues, de récits et de fidélités multiples. À Marseille, la mémoire est partout. Elle affleure dans les conversations, dans les visages, dans les noms, dans les silences aussi. Les habitants, dans leur diversité, portent chacun un héritage : celui de leurs trajectoires familiales, de leurs douleurs, de leurs exils, de leurs renaissances. Beaucoup vivent avec des blessures héritées de l'histoire, transmises de génération en génération, parfois sans mots, souvent avec pudeur.

À Marseille, les lieux de mémoire sont eux aussi omniprésents. Ils appartiennent au paysage autant qu'à la vie quotidienne. Du Fort Saint-Jean au boulevard National, de Saint-Loup à l'Estaque, chaque quartier porte la trace d'une histoire collective. Dans les 6^e et 8^e arrondissements dont j'ai l'honneur d'être la maire, cette mémoire s'incarne particulièrement. En plus des nombreuses plaques, stèles et monuments aux morts qui jalonnent nos quartiers, le « Mur des Noms » de la Grande Synagogue et le Monument du Génocide arménien, situé dans les jardins de la cathédrale des Saints-Traducteurs, rappellent combien la mémoire est ici vivante et ancrée dans la ville. Je veux aussi citer la place Franck-Brinsolaro, en hommage au policier marseillais tombé sous les balles des terroristes lors de l'attentat contre la rédaction de *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015. Elle nous rappelle que la mémoire ne s'écrit pas seulement dans le passé lointain, mais aussi dans les blessures encore proches, celles qui engagent notre vigilance collective.



Ces lieux, on passe souvent à côté sans y prêter attention, mais ils forment pourtant une géographie du souvenir : un réseau de pierres et de symboles qui relie l'histoire du monde à celle de Marseille.

Être maire d'un secteur de 130 000 habitants, c'est aller à la rencontre d'histoires multiples. C'est créer avec chacun une relation particulière, fondée sur l'écoute et la reconnaissance. C'est comprendre que, pour bâtir un avenir commun, il faut d'abord partager un socle de compréhension mutuelle.

Et pour comprendre, il faut ressentir. Pour ressentir, il faut aller. Aller sur les lieux, respirer l'air, contempler les horizons, se laisser traverser par la mémoire des récits et des paysages.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Comprendre par le déplacement

Les voyages de mémoire, lorsqu'ils sont partagés avec des concitoyens, prennent une dimension bouleversante. Chacun y apporte son regard, son prisme, sa part d'histoire. Les récits se croisent,

se complètent, se répondent. L'Histoire, soudain, devient vivante.

C'est en me rendant à Erevan (Arménie) aux côtés du maire de Marseille, Benoît Payan, que j'ai mesuré le paradoxe intime et bouleversant de la diaspora arménienne issue du génocide de 1915. À Marseille, près de 100 000 habitants se réclament de cette histoire, de cette culture, de cette fidélité du cœur. Mais pour beaucoup d'entre eux, le temps s'est figé au moment où leurs familles ont dû fuir. L'Arménie qu'ils portent en eux n'est pas seulement celle d'aujourd'hui : c'est celle d'avant la violence, d'avant la fuite, d'avant l'effacement. Et pour beaucoup d'entre eux, leur terre d'origine n'est pas l'Arménie actuelle, mais l'Anatolie historique, autour du Mont Ararat – aujourd'hui en Turquie. Être Arménien en diaspora, c'est alors vivre une double absence : celle du passé volé et celle d'un présent géographique qui ne coïncide plus avec la mémoire. C'est aimer une terre qu'on ne peut habiter, et porter en soi un pays que le monde a déplacé. Ce sentiment de déracinement, cette fidélité blessée, je ne pouvais les comprendre qu'en étant là-bas. En regardant, depuis le monastère de Khor Virap, le Mont Ararat se dresser de l'autre côté de la frontière. En écoutant les voix tremblées, mais dignes, de celles et ceux qui, malgré tout, transmettent. C'est là, à leurs côtés, que j'ai compris qu'une mémoire n'est pas un souvenir : c'est une maison intérieure, parfois orpheline de son sol.





C'est à Tsitsernakaberd, le mémorial aux victimes du génocide près d'Erevan, que j'ai lu une phrase qui ne m'a jamais quittée : « Qui se souvient de l'extermination des Arméniens ? » – prononcée par Hitler en 1939, à la veille de l'invasion de la Pologne. Tout est dit dans ces mots : l'oubli prépare les tragédies à venir. Les atrocités se répondent, se nourrissent, s'enchaînent. Elles tissent une continuité tragique que seule la mémoire peut interrompre. Et c'est avec cette phrase gravée en moi, avec cette colère lucide et ce serment intime de ne pas oublier, que j'ai commémoré, quelques jours plus tard, nos morts lors des cérémonies du 8-Mai.

En tant que maire, on mesure à quel point ces cérémonies, lorsqu'elles sont vécues en conscience, peuvent redevenir des moments d'unité, d'éducation et de sens collectif. Je me souviens ainsi avec émotion d'Ulysse, un petit garçon de six ans présent lors d'une commémoration l'année dernière, dire à toute l'assemblée en réponse à l'une de mes questions : « on est tous différents, mais c'est pas ça l'important ». Savoir la guerre nourrit le désir de paix.





Quelques heures plus tard, c'est à Yeraplour, le cimetière militaire d'Erevan, que j'ai été saisie par une autre forme de mémoire : celle qui se dresse dans le vent. Des milliers de drapeaux y flottent, chacun marquant une vie donnée pour la liberté de l'Arménie. On y voit les visages de très jeunes hommes, tous engagés dans des luttes que le monde a parfois qualifiées de perdues d'avance. Mais à Yeraplour, rien n'est « perdu » : tout est fidélité. Tout est courage. Ces tombes racontent des existences qui ne se sont pas résignées, des vies qui ont refusé l'effacement, des générations entières qui ont choisi la résistance plutôt que l'abandon. Yeraplour n'est pas un lieu de deuil figé ; c'est une colline de dignité. Chaque pierre raconte un combat, chaque drapeau une promesse. Et soudain, le lien entre l'Arménie et Marseille prend une profondeur nouvelle : il se lit dans les visages de la diaspora, mais aussi ici, dans cette terre où reposent ceux qui ont tenu bon. Ces mémoires partagées dépassent les frontières : elles relient nos villes par la fidélité, par le courage, par

l'exigence de transmettre.



Plus tard, c'est en Italie, à Milan, au Jardin des Justes du monde entier, lors d'un déplacement organisé à l'invitation du [Centre Edmond-Fleg](#), que j'ai pris une autre mesure de ce lien entre mémoire et humanité. J'y ai entendu le témoignage de Gabi, une femme extraordinaire, née à Milan, qui a connu enfant les bombardements et la peur, et qui, parce qu'elle était juive, a dû fuir son pays en traversant les Alpes, guidée et protégée par des concitoyens qui ont choisi l'humanité au péril de leur vie. Elle a trouvé refuge à Marseille, où elle vit depuis de longues années. Son récit, empreint de douceur et de dignité, m'a bouleversée. Derrière les chiffres et les archives, il y avait sa voix.







À travers ces témoignages, ce que ce jardin raconte, c'est moins l'horreur de la guerre que le courage ordinaire. Ceux qui ont aidé n'étaient ni puissants ni célèbres : seulement des gens qui, un jour, ont fait le choix de tendre la main. J'ai compris alors que la mémoire ne parle pas seulement du passé, mais de ce que nous faisons, aujourd'hui, de notre humanité. Les Justes nous rappellent qu'il existe toujours un espace pour la bonté, même au cœur du pire. Et que notre responsabilité, en tant qu'élus, est, autant que possible, de veiller à ce que nos sociétés, même dans la tourmente, continuent de tendre vers le meilleur d'elles-mêmes.

Préserver et transmettre la mémoire vivante

Je veux d'abord exprimer mon immense gratitude aux témoins. À celles et ceux qui, depuis des décennies, transmettent inlassablement l'indicible avec courage et dignité. À Marseille, **Denise Toros-Marter**, rescapée d'Auschwitz, en fait partie. Par sa parole et sa présence, elle rappelle que la mémoire n'est pas qu'un récit : chaque transmission est un don de vérité. Mais le temps passe, et ces voix, une à une, s'éteignent. Avec elles disparaît la possibilité d'une émotion directe, celle qui naît d'une rencontre. Rien ne remplace cette incarnation : les témoins ont gravé dans nos consciences autant par la force de leur récit que par la lumière de leur humanité. C'est pourquoi les voyages mémoriels deviennent, plus que jamais, indispensables. Ils prolongent ce lien vivant, en permettant d'unir l'émotion à la connaissance, le sensible au factuel. Ils offrent l'expérience du réel : voir, toucher, entendre, se tenir sur les lieux mêmes de l'histoire. Là où la parole du témoin bouleverse, les lieux de mémoire ancrent et structurent. Ensemble, ils forment un même chemin : celui d'une mémoire à la fois incarnée et éclairée, capable de nourrir la conscience collective.

Préserver et transmettre la mémoire vivante, cette responsabilité est d'autant plus essentielle que la mémoire est devenue un champ de bataille. Les discours politiques contemporains en font souvent un instrument de division : concurrences entre victimes, réécritures, racisme décomplexé, négationnisme, recrudescence des actes antisémites, instrumentalisations politiques... Les réseaux sociaux exacerbent cette tendance, créant des récits simplifiés et des indignations sélectives. Les voyages mémoriels, eux, rappellent la primauté du fait historique sur les récits partisans. Ils replacent la vérité et la complexité au centre du débat public. En cela, ils constituent un antidote à la fragmentation, à la hiérarchisation des douleurs, à la dérive des symboles. Dans un monde saturé de récits tronqués, de raccourcis et de désinformation, ces voyages deviennent un rempart : ils offrent la nuance, l'humilité, la confrontation au réel.

Alors, soutenir les voyages mémoriels devient essentiel, à l'heure où d'autres priorités budgétaires pourraient être mises en avant et où la tentation de les reléguer au second plan existe.

Soutenir les voyages mémoriels, c'est aussi inscrire la France dans une histoire européenne de la paix. L'Europe s'est bâtie sur les cendres des guerres et des génocides, et ces déplacements rappellent, mieux que tout discours, ce qui fonde le projet européen : la promesse du « plus jamais ça ». Les visites à Auschwitz (Pologne), Verdun (France), Srebrenica (Bosnie-Herzégovine) ou Erevan (Arménie) constituent une diplomatie du souvenir. Elles rappellent que la paix se cultive par la connaissance mutuelle. À l'heure où montent les replis nationalistes et les discours de fermeture, ces voyages représentent un rempart civique et une pédagogie concrète de la solidarité entre les peuples.

Et cette diplomatie du souvenir ne se joue pas seulement entre les États : elle s'enracine d'abord dans les territoires. Car c'est là, au plus près des habitants, que la mémoire se transmet, se partage, s'incarne. Les villes, les départements, les régions sont les premiers acteurs de cette mémoire en mouvement. Être maire, c'est aussi faire vivre cette continuité du souvenir : permettre les jumelages et les coopérations entre les villes, relier des mémoires éclatées, donner une visibilité aux oubliés, entretenir les lieux, soutenir les associations, encourager les enseignants, permettre aux jeunes de partir sur les traces de l'histoire. Ainsi, les territoires sont les porteurs vivants de cette Europe de la paix : ils en font la pédagogie au quotidien. Cette mémoire européenne, si vaste, prend racine dans nos rues, nos écoles, nos quartiers. Chaque territoire en porte une parcelle, chaque habitant en détient une part. Et Marseille, mosaïque de mémoires, illustre parfaitement cette fonction de passeuse : ici se croisent les descendants des exils arméniens, comoriens, algériens, italiens, juifs ou espagnols. Ici, la mémoire du monde est locale.

La mémoire comme lien et comme soin

Faire mémoire, c'est faire société en prenant soin des blessures invisibles qui nous traversent. C'est maintenir vivant le contrat républicain.

« Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur du monde¹ » : cette phrase célèbre d'Albert Camus résume à elle seule l'exigence qui nous incombe : celle de nommer juste. Car la mémoire commence par les mots. Nommer, c'est reconnaître, c'est rendre visible. C'est le premier geste de justice et, souvent, le début de la réparation.

Nommer, c'est déjà transmettre. En inaugurant à Marseille **une stèle au nom de Vladimír Vochoč** (1894-1985), résistant et humaniste, reconnu « Juste parmi les Nations » par le mémorial Yad Vashem, nous avons voulu rappeler qu'au cœur même de la barbarie, des femmes et des hommes ont choisi la dignité, la justice et la solidarité. Ce nom désormais gravé dans la ville nous rappelle que la liberté n'est jamais acquise : elle se conquiert et se défend chaque jour.

Nommer, c'est aussi réparer. En donnant à une avenue le nom d'Ibrahim Ali, jeune Marseillais tué en 1995 par un colleur d'affiches du Front national, nous avons voulu reconnaître une douleur longtemps tue². Ce geste n'efface pas la blessure, mais il lui rend visage, espace et dignité. Il dit à la famille d'Ibrahim, et à tous ceux qui se sont sentis invisibles ou abandonnés, que leur histoire compte dans la grande histoire de la ville. C'est une façon de soigner la mémoire collective, de la réconcilier avec ses ombres.

Et c'est précisément parce que ces gestes existent ici, dans la ville, que les voyages mémoriels

prennent tout leur sens.

Se déplacer, c'est prolonger cette démarche. C'est relier nos gestes locaux à l'histoire universelle, comprendre comment les mémoires s'éclairent et se répondent. Les voyages ne remplacent pas la mémoire de proximité : ils l'élargissent. Ils relient nos noms de rue, nos monuments et nos récits locaux à la grande géographie de la mémoire humaine.

Ces expériences ne relèvent pas du folklore commémoratif, mais d'un travail civique essentiel : celui de construire un récit commun. Dans une société fragmentée, elles réaffirment un socle partagé – celui de la reconnaissance, de la vérité et du respect mutuel.

Je crois profondément que nous portons tous une part de l'histoire qui nous précède, faite de silences, de courage, d'exils, de manques et d'amour transmis. La mémoire circule dans les corps, les familles, les silences. Elle façonne nos vies autant que nos institutions. Ces héritages invisibles influencent nos choix, nos peurs, nos élans.

Guérir du passé est essentiel, car un peuple qui ne soigne pas ses mémoires blessées finit par répéter ses douleurs. L'oubli engendre le ressentiment, et la peur, la violence. Guérir, c'est interrompre cette chaîne : transformer la mémoire en levier de cohésion plutôt qu'en fardeau. C'est permettre aux individus et aux nations de se tenir debout, lucides, mais apaisés. Guérir, c'est se réconcilier avec toutes nos mémoires, y compris celles qui ne nous appartiennent pas.

En reconnaissant ce qui nous habite, en redonnant un visage aux histoires familiales et collectives, nous réintégrons des fragments de nous-mêmes longtemps égarés. La mémoire, ainsi vécue, ne nous enferme pas dans le passé : elle nous réconcilie avec ce que nous portons et nous rend plus justes, plus humains, plus libres.

Les voyages mémoriels nous aident à en prendre conscience : ils rétablissent le fil interrompu entre les générations. Mais ce fil, une fois renoué, dépasse les frontières familiales : il relie les peuples, les mémoires, les destins. Car en reconnaissant la douleur transmise par nos propres lignées, on apprend aussi à reconnaître et honorer celle des autres. À comprendre que toute douleur, lorsqu'elle est écoutée et nommée, relie plutôt qu'elle ne sépare. La souffrance n'appartient à personne : elle traverse l'humanité entière. L'honorer, c'est refuser l'indifférence, redonner sens à la compassion, bâtir une paix fondée sur la reconnaissance plutôt que sur l'oubli.

Le voyage mémoriel comme formation politique

Voyager pour se souvenir, en tant qu'élue, est une chance immense. Être accueillie par celles et ceux qui font vivre la diplomatie, les consuls, les acteurs culturels ou associatifs, permet d'accéder à une lecture du monde où se croisent la mémoire des peuples, la géopolitique et la responsabilité contemporaine de la France.

Ces rencontres, souvent empreintes de solennité et de fraternité, replacent le rôle de la France dans la longue chaîne des solidarités humaines. Elles offrent la possibilité de factualiser l'histoire. Les diplomates, les historiens, les témoins, les enseignants rencontrés sur place livrent des récits précis, situés, débarrassés des approximations. Ils permettent de comprendre les enchaînements, les causes, les conséquences, de redonner de la cohérence à ce que l'émotion seule ne peut expliquer. Dans un monde saturé de discours, où les vérités se déforment au rythme des réseaux et des récits partisans, ces voyages sont une école d'exactitude et de discernement.

Dans un paysage politique saturé d'outrances, de coups de menton et de quête de buzz immédiat, ces voyages apparaissent comme un contrepoint salutaire. Ils réhabilitent la lenteur, la nuance, la profondeur. Là où le débat public se réduit trop souvent à la réaction, ils rappellent la nécessité du recul. Là où tout s'accélère, ils enseignent la patience du réel.

Et au-delà de cette dimension institutionnelle, les voyages mémoriels sont une véritable bourrasque d'humanité. Dans la vie publique, on apprend vite à se cuirasser : à se protéger du tumulte, à endosser le rôle, à tenir la posture. Voyager pour se souvenir, c'est tout l'inverse : c'est un dépouillement. Là, aucune carapace ne tient. Les lieux, les visages, les silences désarment. Ils imposent la présence sincère et vulnérable.

Ces voyages nous arrachent au confort des discours pour nous rendre au réel. Ils obligent à écouter avant de parler, à ressentir avant de juger.

Être confrontée à l'histoire sur les lieux mêmes où elle s'est déroulée, c'est vivre un déplacement intérieur. On y comprend qu'au-delà de la gestion d'un territoire, se trouve au cœur du mandat politique une mission d'attention : être là, simplement, face à la douleur et à la dignité humaines.

Ces voyages m'ont aussi appris l'importance d'honorer les vivants. Aujourd'hui encore plus qu'hier, j'aime remettre des médailles, offrir des marques de reconnaissance à celles et ceux qui font battre le cœur de la ville – enseignants, soignants, bénévoles, artistes, agents publics, citoyens engagés, voisins solidaires. Sans attendre qu'ils soient partis. Parce qu'honorer les vivants, c'est prolonger la

mémoire par la gratitude, c'est dire merci avant qu'il ne soit trop tard. Ces gestes simples rappellent que la reconnaissance n'est pas un rituel de deuil, mais une politique du présent.

Ainsi, ces voyages redonnent à l'action publique sa dimension sensible : représenter, c'est d'abord ressentir avec. Le contact avec la mémoire, avec la douleur des peuples, avec la complexité des héritages, affine le sens du juste, la conscience du collectif, la nécessité du respect des sensibilités de chacun et donc de la parole précautionneuse.

En ce sens, les voyages mémoriels sont une véritable école de la responsabilité politique. Ils rappellent que l'on ne gouverne pas seulement avec des idées, mais avec une conscience.

Ils font de nous de meilleurs êtres humains et donc de meilleurs élus, parce qu'ils nous enseignent la gravité du monde sans nous priver de sa douceur, qu'ils encouragent la lucidité et qu'ils nous rappellent que la tendresse peut être une forme de courage.

En somme, ils nous rappellent qu'au cœur de la puissance publique, il y a d'abord l'humain et que, bien souvent le souvenir permet l'émancipation.

Faire mémoire, c'est faire humanité

Alors, dans un contexte de raréfactions des deniers publics, je veux soutenir les voyages mémoriels. Pour non pas seulement prolonger une tradition commémorative, mais préserver une école du réel, un apprentissage de la complexité, une formation à la responsabilité collective.

Ces voyages ne parlent pas seulement du passé : ils nous entraînent à lire le présent et à préparer l'avenir. La mémoire vécue sur les lieux où elle s'est jouée forge une conscience politique : elle apprend la nuance, la gravité, et la mesure. Elle nous rappelle que le savoir sans l'expérience reste incomplet, et qu'une vérité ressentie touche plus profondément qu'une vérité dite.

Pour un élu, ces moments sont irremplaçables. Ils nous aident à mieux comprendre celles et ceux que nous servons. Ils nous apprennent à gouverner avec justesse et humanité. Ils rappellent que la fonction publique n'est pas qu'une affaire de gestion : c'est un lien. Écouter avant de parler, comprendre avant de décider. Remettre l'humain, avec ses émotions, sa dignité, ses fragilités, au cœur de l'action publique.

Et par les temps qui courent, c'est une audace. Laisser une place aux émotions, dans un monde qui les disqualifie, c'est résister à la froideur ambiante, à la peur, à la déshumanisation. C'est affirmer

que l'on peut gouverner avec lucidité et avec cœur, que l'on peut être responsable et sensible.

Être passeur de mémoire est un devoir. Mais c'est aussi un honneur. Porter la mémoire des peuples, c'est prolonger le fil de leur humanité. Voyager pour se souvenir, c'est apprendre à gouverner avec humanité. Comprendre que la tendresse n'affaiblit pas l'autorité : elle la fonde. Et, au fond, redonner à la République ce qu'elle a de plus précieux : sa part de cœur, celle qui relie, qui élève et qui humanise le pouvoir.

Et cet apprentissage ne concerne pas seulement les élus des grandes villes, ceux dont les territoires sont riches d'une mosaïque de mémoire. Il vaut pour toutes celles et ceux qui, à quelque échelle que ce soit, exercent une responsabilité publique. Car dans chaque commune, dans chaque école, dans chaque village, la mémoire a ses visages, ses héros, ses silences. La comprendre, la transmettre, la faire vivre – voilà peut-être la plus belle façon de faire communauté, d'honorer la République et de continuer, ensemble, à lui donner un visage humain.

Et d'ailleurs, il n'est pas toujours nécessaire d'aller loin. Les lieux de mémoire sont tout autour de nous : une stèle au détour d'une rue, une plaque sur un mur d'école, un nom gravé sur un monument. Commencer par aller les voir, les lire, les nommer, c'est déjà un voyage. Un voyage de conscience, de reconnaissance, et peut-être, déjà, un premier pas vers la paix.

1. Albert Camus, « Sur une philosophie de l'expression », *Poésie* 44, 1944.

2. Stéphanie Aubert, « Vingt-six ans après, une avenue marseillaise pour Ibrahim Ali », *Libération*, 21 février 2021.